

NOTE DE POLITIQUE DU CREAM

CREAM POLICY BRIEF

N° : 005 1^{ER} TRIMESTRE 2013



EDITORIAL



Bodo RALANTOARILOEONA
DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CREAM

Théoriquement, le facteur travail devrait contribuer à la croissance de la production, mais la situation qui prévaut actuellement à Madagascar est préoccupante. En quelques mots : l'emploi est loin de stimuler la croissance et la croissance ne crée pas suffisamment d'emploi !

L'analyse du fonctionnement du marché du travail par le Centre a fait ressortir des problèmes à la fois, au niveau de l'offre et de la demande de travail.

D'une part, l'offre de travail est caractérisée par la faiblesse de sa productivité. Outre la faible qualification de la main d'œuvre, les problèmes liés à la culture des travailleurs ne sont pas à négliger. La majorité des travailleurs malgaches accordent en effet, une faible valeur au travail.

D'autre part, la demande de travail est définie par l'insuffisance de la création d'emploi du système productif et de l'administration.

Pareille situation encourage le développement du secteur informel qui devient « une vraie éponge » et demeure le principal pourvoyeur d'emplois.

Le 5^{ème} numéro de la présente note se propose de relater les problématiques de l'emploi à Madagascar afin de proposer quelques pistes de solutions. Cette note donne également un aperçu du capital humain.

SOMMAIRE

VEILLE ECONOMIQUE	01-02-03
Les Problématiques de l'Emploi et Solutions à Madagascar	
FLASH INFO	04
Réflexion économique pour la relance économique	

VEILLE ECONOMIQUE

LES PROBLEMATIQUES DE L'EMPLOI ET SOLUTIONS A MADAGASCAR

La problématique de l'emploi et de la formation est au centre des préoccupations des pays en développement à la recherche de croissance. En effet, la théorie de la croissance économique stipule l'importance de la contribution du capital humain à la croissance. A Madagascar, la double crise financière et sociopolitique traversée par le pays depuis 2007 ne fait qu'aggraver la situation de l'emploi qui était déjà structurellement précaire.

A Madagascar, le marché du travail qui est constitué par l'offre et la demande est confronté à plusieurs contraintes. Ces dernières pénalisent un développement de l'emploi, gage d'une croissance et d'un niveau de vie sain et équilibré.

SITUATION ET CARACTÉRISTIQUE DE L'EMPLOI

Le marché du travail à Madagascar n'a pas une structure unifiée mais segmentée en quatre marchés :

- l'emploi rural traditionnel,
- l'emploi informel,
- l'emploi formel moderne (public et privé),
- l'emploi temporaire.

La segmentation rend difficile l'adéquation formation-emploi.

Malgré le taux d'occupation de la population active, la qualité de l'emploi reste un problème majeur car 86,5% des emplois totales sont des emplois vulnérables et le taux de sous emploi s'élève à 42,2%. Toujours dans cette optique d'emploi stable et de qualité, une forte proportion de l'emploi est dominée par le secteur informel qui malgré son importance, aucune stratégie de formalisation progressive et structurée n'est envisagée.



A Madagascar, 86,5% des emplois sont vulnérables.

CONTRAINTES AU NIVEAU DE LA DEMANDE D'EMPLOIS

La population active malgache est caractérisée par sa faible productivité due à la faiblesse des compétences et le manque de qualification de la main d'œuvre.

Cette faible productivité est liée également à l'inadéquation entre l'offre et la demande du travail, résultat d'un cursus scolaire inadapté aux besoins et exigences des entreprises.

La faible productivité s'explique par le faible niveau d'instruction de la population en âge de travailler ; à savoir 33 % des actifs sont sans instructions, 52 % sont de niveau primaire; 14% dépassent le niveau primaire en milieu urbain, 11% en milieu rural; 11,9% seulement des actifs sont de niveau secondaire et 2,8% sont de niveau universitaire .

CONTRAINTES DU CÔTÉ DE L'OFFRE D'EMPLOIS

Du côté offre, les problèmes se posent surtout au niveau du manque de création d'emploi émanant des entreprises pour absorber les demandeurs d'emplois.

En effet à Madagascar, 300 000 jeunes par an arrivent sur le marché du travail. Cette situation est due à la faible compétitivité des entreprises en raison de la difficulté d'accès au financement.

Entre autres, l'inadéquation des compétences entre l'offre et la demande de main d'œuvre pénalise beaucoup d'actifs. Cette inadéquation se manifeste par la contrainte pour les jeunes d'accepter des emplois pour lesquels ils ne sont pas surqualifiés et perçoivent des salaires inférieurs à la moyenne.

L'offre de l'emploi formel public est très limitée et demande un niveau d'éducation plus élevé.



A Madagascar, 300 000 jeunes diplômés arrivent sur le marché du travail chaque année.

Face à ces contraintes sur le marché de travail, les recommandations suivantes sont à proposer :

A court terme

- i. Promouvoir les programmes de Travaux à Haute Intensité de Main-d'œuvre afin d'absorber les travailleurs vulnérables et à faible qualification.
- ii. Par la suite, essayer de trouver un moyen pour l'ancrage de ce système HIMO ;
- iii. Identifier et appuyer les secteurs dynamiques et porteurs d'emplois à l'instar du tourisme, l'agriculture, les NTCI, le transport, le BTP...
- iv. Favoriser l'accès au financement des PME et des projets des jeunes entrepreneurs en sensibilisant les micro finances.
- v. Améliorer la fluidité des informations entre les demandeurs d'emplois et les offreurs en les centralisant auprès d'une agence nationale de l'emploi.
- vi. Organiser des séances d'orientation systématique sur l'emploi pour les jeunes à la fin de leur cursus.

A moyen et long terme

- vii. Instaurer un environnement macroéconomique incitatif et attrayant pour l'investissement productif et porteur d'emplois.
- viii. Promouvoir l'emploi des jeunes par la mise en place d'une politique nationale de la jeunesse basée sur l'éducation et la formation professionnelle.
- ix. Opérationnaliser la politique nationale de l'emploi en renforçant la demande globale
- x. Trouver des solutions au problème de l'inadéquation formation-emploi par la mise en cohérence de la formation et les secteurs porteurs ainsi que les potentialités du pays, voire même au niveau régional.
- xi. Mettre en place un programme de formation continue en partenariat avec les entreprises.
- xii. Reformuler le système éducatif à Madagascar en incluant dans le cursus de l'enseignement la faculté de connaître la réalité de l'emploi par un partenariat avec les entreprises à l'aide des stages et d'apprentissage.
- xiii. Accorder plus de priorité et d'intérêt à la promotion d'emploi par la consécration d'un budget plus conséquent et la recherche des partenaires.
- xiv. Rehausser le niveau d'éducation de la population active tout en améliorant la qualité de l'éducation et la formation professionnelle.
- xv. Moderniser et reformer le secteur artisanat vu son importance en matière de création d'emplois et inciter les artisans à devenir des acteurs professionnels.
- xvi. Rendre effectif le processus de décentralisation et doter les régions de centres de formation afin d'assurer une répartition équitable des employés et mains d'oeuvre qualifiés correspondants aux besoins d'investissement existant dans les Régions.

Par Estelle ANDRIAMASY

LE SYSTÈME HIMO OU HAUTE INTENSITÉ DE MAIN-D'ŒUVRE

Définition :

L'approche HIMO se définit comme une alternative technologique qui vise à promouvoir l'utilisation optimale des ressources locales (main-d'œuvre et matériaux locaux, savoir faire local...) dans une perspective de réduction de la pauvreté tant en recherchant la qualité des travaux réalisés et en respectant les normes du travail. La combinaison optimale de ces ressources ne dispense pas en effet les projets HIMO d'utiliser un équipement léger dans le but d'aboutir à une qualité acceptable des travaux.

Principes du système HIMO :

Partant du principe que l'avantage comparatif des pays en développement réside dans l'abondance du premier facteur de production à savoir le travail non qualifié, il convient de privilégier les techniques de production les plus intenses en main-d'œuvre.

Les objectifs du système HIMO

- Maximiser la création d'emplois et la redistribution des revenus, aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine, tout en valorisant les ressources locales, à travers la promotion de technologies fortement consommatrices de travail.
- Fournir une aide au revenu des pauvres après les catastrophes naturelles, pendant la période creuse d'emplois, ...
- Renforcer les institutions et la capacité de gestion locale, sans remettre en question l'ouverture de l'économie.

Avantages du système HIMO

- Le système HIMO crée de façon significative un plus grand nombre d'emplois non qualifiés ou plus qualifiés par rapport à l'utilisation des méthodes à haute intensité d'équipement.
- Les emplois sont accessibles à des personnes avec un bas niveau de formation ou d'apprentissage, y compris les femmes.
- Le système HIMO intensifie l'impact des investissements sur le développement grâce aux effets multiplicateurs, il permet de réaliser des économies de devises étrangères considérables.

À Madagascar, dans les années 90 ; 4,9% des investissements publics sont dépensés en travail HIMO et 0,3% du PIB ont été apporté par le HIMO.

Bibliographie

- Jacques Morisset, Promouvoir l'emploi : au-delà des promesses. Banque Mondiale / 2010
- BIT, 2009 / Emploi- Formation : tendances et perspectives
- Amélie Voninirina, Estelle Andriamasy, 2011: Mémoire sur le climat d'investissement à Madagascar
- Ministère de la Fonction Publique, éditeur du travail et des lois sociales année 2008 – La politique nationale de l'emploi à Madagascar
- Nirina Rakotoarivelo, Isabelle Gachie, 2011 : Identification des freins et leviers du commerce équitable pour les organisations d'artisans à Madagascar- CITE
- Perspectives économiques en Afrique – (PEA) Madagascar, 2012, <http://www.afdb.org/fr/countries:centrafrica/madagascar>

RÉFLEXION ÉCONOMIQUE POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE



L' équipe du CREAM à cet atelier

Un atelier de réflexion économique, initié par l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), s'est tenu le Vendredi 03 mai 2013 dernier, à l'Hôtel du Louvre, Antananarivona. Ci-dessous les tenants et les aboutissants de cette réflexion économique.

Cet atelier a été un lieu de concertation entre les Experts Economistes, des Ministères à savoir de la Direction Générale de l'Economie au sein de la Vice-Primature de l'Economie et de l'Industrie, du Ministère des Finances et du Budget, la Banque Centrale de Madagascar, du Centre de Recherches, d'Etudes et d'Appui à l'Analyse Economique à Madagascar (CREAM), de l'INSTAT, en s'associant avec ceux du Département de l'Economie de la Faculté DEGS, de l'EDBM, du Syndicat des Industriels de Madagascar (SIM), de l'ATW et du Tranoben'ny Tantsaha.

L'EDBM, en partenariat avec le CREAM, a opté pour le thème: **Le rôle de l'Investissement** dans la relance économique et le **Financement de l'Investissement**. Ce choix est motivé par le besoin de réfléchir sur les voies et moyens de relance de la croissance économique, qui se trouve freiné par les effets de la double crise économique et financière internationale et de la crise politique nationale.

Afin de mieux cerner les problèmes, l'étude du thème a été menée en trois étapes :

- la proposition de plan de relance formulée par le secteur privé,
- le rôle de l'Investissement dans la relance économique
- le Financement de l'Investissement.

MESURES CONCRÈTES DE RELANCE

L'atelier s'est fixé comme objectif de relancer la réflexion économique d'experts malgaches sur des mesures concrètes de relance économique, basées sur des analyses scientifiques et des théories avérées. « Cet atelier de réflexion et d'échanges entre économistes est orienté vers la mise en débat de thèmes d'actualité touchant le domaine de la politique économique dont les suggestions et les recommandations visent à une amélioration substantielle des propositions de relance économique. Là réside sa particularité », souligne Amélie VONINIRINA, Economiste en Chef du CREAM.

Les principales propositions issues de ces débats sont :

- Pour fonder la relance de l'économie, l'Investissement Direct Etranger (IDE) devrait être sélectif, i.e. opter pour le qualitatif, les secteurs

Agriculture et Textile seraient à favoriser, la productivité serait à améliorer, le problème de l'offre devrait être considéré et le Partenariat Public-Privé devrait être renforcé.

- Quant aux financements,
 - le financement extérieur resterait incontournable,
 - le financement intérieur serait à promouvoir,
 - des efforts en innovation seraient à entreprendre
 - et la Gestion des ressources naturelles, pour une plus grande contribution au financement de la croissance serait à prévoir.

Hanta ANDRIAMALALA

CENTRE DE RECHERCHES, D'ETUDES ET D'APPUI A L'ANALYSE ECONOMIQUE A MADAGASCAR (CREAM)

**Lot II A 78 U A Immeuble Manambina
Soavimbahoaka
101 – Antananarivo**

Tél : (261 20) 296 23 - 034 14 450 01
Email : cream@cream.mg
siteweb : http://www.cream.mg

Directeur de publication :

Bodo RALANTOARILOLONA

Conception et Réalisation :

Equipe Policy Brief:

Marie Estelle ANDRIAMASY
Hanta ANDRIAMALALA
Briand RANDRIARIMANGA
Hasimbola IANJASOLOFO

Membres de la Rédaction :

Staff technique du CREAM :

Amélie VONINIRINA
Marie Estelle ANDRIAMASY
Tiaray RAZAFIMANANTENA
Saminirina ANDRIAMBELOSOA
Lazanoé RAJAMARISON
Adamson Andrianirina RASOLOFO
Josuo Sitraka ANDRIAMANANTSARA

Relation Publique du CREAM

Hanta ANDRIAMALALA